

## ***Journée du refus de la misère – 17 octobre 2007***

**Paris – Le Trocadéro  
Arbre-forum « Baobab ».**

---

**Au nom du Collectif d'aide aux familles rroms dans le Val d'Oise et les Yvelines**

Intervention de Jean-Pierre Dacheux

### **Nous refusons l'expulsion du territoire français de familles Rroms citoyennes de l'Union européenne**

Il est un peuple, en Europe, qui n'échappe pas à la misère car il se refuse à vivre comme nous voudrions qu'il vive. Ce sont les Rroms ou Tsiganes.

Depuis le 1<sup>er</sup> Janvier 2007, les Rroms de Bulgarie et de Roumanie sont nos concitoyens européens, paraît-il...

La Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne proclame, solennellement, dans son préambule, « le droit à la libre circulation des personnes » et, tout particulièrement, quand il s'agit des habitants des Etats membres ! Eh bien, ce texte, essentiel, reste lettre morte, pire, il est mis à mal en France ! ... Aujourd'hui même, au moment où je parle, des opérations d'évacuation du territoire français se déroulent, en particulier à Bessancourt, dans le Val d'Oise.

Tout est entrepris pour que les quelques milliers de Rroms, le plus souvent roumains, parfois Bulgares (comme à Bondy ou Bagnolet), quittent la France où ils espéraient pouvoir vivre.

« L'immigration choisie » qui a remplacé « l'immigration zéro » consiste donc à n'accepter que la présence des étrangers rentables ; les misérables, n'ont pas actuellement leur place dans notre pays.

Dans le Val d'Oise, ce constat, révoltant, a conduit des bénévoles et des représentants d'associations (Secours Catholique, Ligue des Droits de l'Homme, Médecins du Monde, , Association pour la scolarisation des enfants tsiganes, Aide à toute détresse) à constituer un collectif, un *Collectif d'aide aux familles rroms dans le Val d'Oise et les Yvelines*.

Notre objectif est fort simple et pourtant d'une grande difficulté à vivre ; il s'agit d'accompagner les familles rroms roumaines dans toutes les situations qu'elles rencontrent : soins, scolarisation, démarches administratives, recherche d'emploi et de logement. Pas de se substituer à elles, pas de décider à leur place, simplement soutenir, sans arrière pensée.

Notre action gêne ! Elle suppose en effet qu'il soit acceptable qu'une partie de ces familles finisse par s'installer en France et y fasse souche. Les responsables administratifs et politiques, face à la complexité de l'accueil de la misère, montrent, à l'égard des Rroms la plus grande réserve ou même, parfois, une franche hostilité. Au sein de l'opinion publique, les relais ne manquent pas : « pas de ça chez nous » !

Une véritable romaphobie s'abat, jour après jour, sur cette population démunie. « Romaphobie » est l'un des mots qui décrivent la situation des Rroms dans un texte trop peu connu que le Parlement européen, a massivement voté, le 28 Avril 2005<sup>1</sup>. Les parlementaires y mettent en garde les gouvernements contre les violences et l'abandon dont les Rroms font l'objet. Nous tenons ce document important, présenté par les deux seules euro-députées rroms<sup>2</sup>, des élues de Hongrie, à la disposition de qui le demanderait.

Nous savions, depuis longtemps, que nos compatriotes français, manouches ou gitans, étaient mal reçus et mal considérés, dans leur propre pays, surtout quand ils se déplaçaient dans leur habitat mobile, en caravanes. Les Rroms ont beau n'être pas du tout des « gens du voyage » et n'utiliser les caravanes en fin de vie que pour s'abriter, sans jamais pouvoir se déplacer bien loin, on les fait passer pour des êtres répugnants et nuisibles qu'on surveille et qu'on finit par chasser. La vérité est que l'on installe les Rroms dans la pire des précarités, et qu'on les laisse dans un état de survie, pour ensuite leur reprocher leur misère insupportable.

Notre collectif n'accepte ni cet état de fait, ni les discriminations brutales qui jettent des familles à la rue et pas davantage l'hypocrisie de quiconque plaint ces malheureux mais renvoie les responsabilités vers l'État ou vers l'Europe sans en prendre la moindre part.

Notre engagement citoyen consiste à nous unir pour exiger que les quelques milliers de Rroms-Tsiganes en France (étrangers à la France, mais pas à l'Europe) aient droit à une vie normale, tout comme les trois à quatre cent milliers de Tsiganes de France, nos compatriotes.

Car il est trop facile de critiquer des êtres humains qui vivent dans des conditions matérielles affreuses, sans poubelles, sans toilettes et sans eau potable, mais aussi sans emploi et sans suffisants accès aux soins, ou à l'école, pour ensuite se pincer le nez quand on les voit vivre au milieu des ordures et des rats.

Agir ce n'est pas seulement aider : c'est rendre public. Aujourd'hui, à Marseille, se tient, dans le cadre de cette journée du refus de la misère, une exposition de sensibilisation aux conditions de vie des Rroms. Car les Rroms constituent un peuple ignoré, méconnu, banni, mais qui a traversé le second millénaire de notre ère sans disparaître, qui vit, depuis le XIV<sup>e</sup> siècle, presque exclusivement en Europe, qui a connu cinq siècles d'esclavage, jusqu'au milieu de XIX<sup>e</sup> siècle, dans les deux grandes provinces roumaines de Moldavie et de Valachie, et qui, enfin, tout autant que les Juifs, a été soumis à la tentative d'éradication et d'extermination voulue par les Nazis. Mais pourquoi donc cet oubli historique dramatique ?

La romaphobie, dit explicitement la déclaration du Parlement européen, que je cite, « contribue à saper l'état de droit et la démocratie ». Nous en sommes effectivement témoins dans notre département. Il suffit d'aller à Gonesse, à Bonneuil-en-France ou à Méry-sur-Oise, à Bessancourt et à Saint-Ouen l'Aumône, pour se dire : « est-ce bien ainsi que les hommes vivent, en 2007 ? »

Pourquoi veut-on éliminer les nouveaux bidonvilles sans chercher à résoudre, sans ajouter au drame, les problèmes qu'ils révèlent ?

---

<sup>1</sup> *Texte intégral adopté par le Parlement européen, le Jeudi 28 avril 2005 à Bruxelles. Edition définitive : Situation des Roms dans l'Union européenne. Réf. P6\_TA(2005)0151.*

<sup>2</sup> *Livia Járóka, (Parti populaire européen / Démocrates européens) et Viktória Mohácsi, (Alliance des libéraux et démocrates pour l'Europe).*

Pourquoi, au XXI<sup>e</sup> siècle, considère-t-on encore, dans l'une des régions les plus riches du globe, que ceux qui ne s'en sortent pas par eux-mêmes n'ont que le sort qu'ils méritent ?

Pourquoi, après une si longue histoire, une si longue expérience humaine, sommes-nous impuissants à traiter les questions difficiles autrement qu'en les niant ou en les rejetant aussi loin de nous que possible ?

Les Roms sont des personnes déplacées, pas des nomades, encore une fois, pas des gens du voyage. Presque toujours, ils vivent en familles, solidaires les uns des autres pour survivre. Les enfants, les mineurs, sont, parmi eux, les plus nombreux. De quoi sont-ils coupables pour être traités ainsi ? L'espérance de vie, dans cette population, est plus brève : de l'ordre de dix à quinze ans. En Roumanie, c'est pire encore. La mortalité infantile y est chez les Roms, plus importante qu'ailleurs parce que l'hygiène publique essentielle, les soins indispensables et la nourriture font défaut et c'est bien pourquoi certains sont ici où ils espéraient être mieux protégés.

Pourquoi tolérons-nous de voir au milieu de nous, le malheur et la misère confrontés au seul usage de la force, avec pour seul objectif de déplacer ailleurs, en France ou en Europe, un drame qu'on ne sait régler ?

Il ne suffit plus d'avoir des préoccupations humanitaires, il s'agit de rechercher des solutions politiques. Nous n'acceptons pas, du reste, que d'une part, on se décharge sur les organisations humanitaires de l'obligation de soutenir des citoyens européens dans la détresse, pendant que, d'autre part, on fait le tri, entre ceux qui seraient respectables qu'on tolère, et ceux qui ne le seraient pas qu'on « éloigne » comme on dit pudiquement, en fait qu'on exclut de la communauté humaine !

Nous sommes hostiles et tenons à le faire savoir à ce rejet du territoire français des citoyens roms de l'Union Européenne ! Car, nous en sommes conscients, nous assistons, avec ou sans arguties judiciaires, avec ou sans le concours de la Justice, à une tentative d'éradication de la présence tzigane étrangère en France, qu'il s'agisse des Roms roumains et bulgares, ou, moins nombreux et non membres de l'Union, les Roms serbes ou kosovars !

C'est à une volonté politique que nous nous trouvons bien involontairement confrontés, une volonté d'Etat. L'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie dans l'Union a fait peur. On envoie un message à ces pays : n'essayez pas de nous envoyer vos miséreux, nous vous les réexpédions.

Et c'est ce qui se passe. Nous ne sommes pas dupes ! Nous voici acculés à la résistance par ce rejet implacable qui ne règle rien. La lutte contre la misère passe, aujourd'hui, par notre protestation et par notre solidarité durable avec des familles dont beaucoup, qui sont chassées, reviendront parce que, tout simplement, elles avaient, commencé une vie nouvelle dans notre pays.

Un monde qui se débarrasse des plus déshérités se condamne lui-même. Nous ne prendrons pas ce chemin de l'exclusion qui conduit au pire et nous voulons crier notre refus de la misère des Roms, ces Européens chassés de France.

---

